

— een afschrift van de diploma's of getuigschriften die de minimale beroepsbekwaamheid voor eerste vestiging bewezen;

— een door het gemeentebestuur afgegeven getuigschrift van gezinsamenstelling. »

**Art. 6.** Artikel 10 wordt aangevuld als volgt : « voor zover de betrokkene aan de voorwaarden voor de toekenning van de premie altijd voldoet ».

**Art. 7.** De dossiers ingediend binnen twaalf maanden vóór de bekendmakingsdatum van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en die niet in aanmerking werden genomen omdat het om geen overname gaat, zullen door de aanvrager aangevuld kunnen worden.

**Art. 8.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 december 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie en KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Leefmilieu, Landbouw en Energie,

G. LUTGEN

### MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 217

#### 16 DÉCEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 1er décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'avis du Ministre de l'Exécutif régional wallon ayant le budget dans ses compétences;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la mise en œuvre du programme triennal en exécution du décret du 23 novembre 1988, doit débiter immédiatement pour permettre la réalisation des investissements prévus pour la première année du programme triennal;

Sur proposition du Ministre chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrêté :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— « Ministre » : le Ministre, Membre de l'Exécutif régional wallon qui a dans ses attributions les matières visées à l'article 6, § 1er, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, telle que modifiée.

— « Administration » : la Direction générale des Pouvoirs locaux.

— « Décret » : le décret régional wallon du 1er décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public.

#### CHAPITRE II. — Le programme triennal

**Art. 2.** Les investissements visés à l'article 3, alinéa 1er, du décret sont :

- a) la construction, l'amélioration et l'entretien extraordinaire des voiries du domaine public;
- b) la construction et le renouvellement d'égouts;
- c) l'extension de réseaux d'éclairage public;
- d) la construction, l'agrandissement, la transformation de bâtiments communaux ainsi que les grosses réparations de leurs toitures;
- e) la construction, l'agrandissement, la transformation et les grosses réparations de biens immobiliers nécessaires aux activités laïques ou à l'exercice du culte;
- f) l'acquisition de biens immobiliers, à l'exclusion du terrain, à la condition que cette acquisition soit nécessaire à l'exécution des travaux visés au présent article 2;
- g) la construction, l'agrandissement et la transformation de bâtiments appartenant à une association de communes dont sont seules membres les personnes de droit public;
- h) les essais nécessaires à l'exécution des travaux repris au présent article 2.

**Art. 3.** Le programme triennal comprend :

1. la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage approuve ce programme et sollicite les subventions;
2. le relevé des investissements classés année par année et par ordre de priorité;
3. pour chaque investissement, un descriptif de l'état des lieux et des travaux à réaliser et une estimation détaillée des coûts;
4. copie du transmis à la société de distribution d'eau du projet du programme triennal, dans le cas où le demandeur est une commune ou une province.

#### CHAPITRE III. — Introduction des demandes de subventions

**Art. 4.** Les projets d'investissement introduits pour l'obtention de subventions doivent comprendre la copie certifiée conforme des documents suivants

1. la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et sollicite les subventions;

2. le cahier spécial des charges conforme aux cahiers des charges-type de la Région wallonne et les plans d'exécution;
3. le devis estimatif des travaux comprenant, le cas échéant, le coût des essais préalables;
4. une note explicative du mode de détermination des prix unitaires;
5. la convention conclue entre le demandeur et l'auteur de projet;
6. l'attestation établissant que le demandeur dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;
7. en cas d'acquisition de biens immobiliers, un extrait du plan cadastral et une estimation de leur valeur établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou le receveur de l'Enregistrement, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;
8. le cas échéant, les permis requis par l'arrêté du 14 mai 1984 de l'Exécutif régional wallon, portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire et applicables à la Région wallonne et par le titre 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Régent du 11 février 1946 relatif au régime des établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes;
9. la copie du transmis à la société de distribution d'eau concernée du programme triennal approuvé, dans le cas où le demandeur est une commune ou une province.

#### CHAPITRE IV. — *Calcul des subventions*

**Art. 5.** Pour le calcul de la subvention prévue à l'article 7 du décret, le montant à prendre en considération est celui du devis estimatif des travaux retenus ou, en cas d'acquisition d'immeubles, le montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition, d'Immeubles, ou le receveur de l'Enregistrement. Ne sont pas subventionnés, les frais d'études et les frais généraux exposés par le maître d'ouvrage.

**Art. 6.** Le montant de la subvention est égal à 60 % du montant établi à l'article 5 et est arrondi au millier de francs inférieur.

**Art. 7.** A l'exception de l'intervention du Fonds européen de Développement économique régional, toute intervention autre que celle du maître de l'ouvrage est déduite du montant global de la dépense à subventionner.

#### CHAPITRE V. — *Adjudication*

**Art. 8.** Le dossier complet relatif à l'attribution du marché comprend une copie certifiée conforme des documents suivants :

1. la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage arrête la date d'ouverture des soumissions et le cas échéant, la liste des entreprises à consulter;
2. le procès-verbal de l'ouverture des soumissions;
3. les soumissions déposées;
4. le rapport d'attribution du marché établi par l'auteur de projet;
5. la délibération motivée par laquelle le maître de l'ouvrage désigne l'adjudicataire.

#### CHAPITRE VI. — *Exécution des travaux, contrôle et paiement*

**Art. 9.** L'Exécutif peut faire procéder au contrôle de l'emploi des subventions attribuées.

**Art. 10.** Le montant de la subvention est forfaitaire.

Toutefois, lorsque le décompte final des travaux subventionnés, à l'exclusion des décomptes contractuels en plus, est inférieur à celui retenu pour le calcul de la subvention, celui-ci est revu sur base de la dépense réelle relative auxdits travaux.

**Art. 11.** Si les travaux sont exécutés en régie, le subside est calculé sur la dépense réelle ou sur le montant du devis approuvé si la dépense réelle est supérieure au devis approuvé.

**Art. 12.** En cas d'acquisition d'immeuble, le montant définitif de la subvention est arrêté sur base de l'acte d'acquisition du bien dont une copie conforme est transmise à l'administration.

Ce montant ne peut cependant dépasser le montant de la subvention déterminée conformément à l'article 5 du présent arrêté.

**Art. 13.** Une avance sur le montant de la subvention peut être accordée dès que le montant des travaux subsidiés réalisés atteint 40 % du montant des travaux subsidiés.

Cette avance est égale à 90 % du montant de la subvention.

#### CHAPITRE VII. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 14.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1985 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public est abrogé.

#### CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur et exécution*

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

**Art. 16.** Le Ministre visé à l'article 1<sup>er</sup> est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de la Région wallonne, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. COOLS

## ÜBERSETZUNG

D. 89 — 217

**16. DEZEMBER 1988. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive  
über die Subventionen die durch die Wallonischen Region  
für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden**

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle und die Verwendung der Subventionen;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeänderten Artikel 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das Dreijahresprogramm in Ausführung des Dekrets vom 1. Dezember 1988 sofort durchgeführt werden muß, damit die für das erste Jahr des Dreijahresprogramms vorgesehenen Investitionen getätigt werden können;

Auf Vorschlag des Ministers, der mit den Lokalen Behörden, den Bezugschulden Arbeiten und dem Wasser beauftragt ist,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**KAPITEL I. — Allgemeines**

**Artikel 1.** Im Sinne dieses Erlasses versteht man unter :

— « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die in Artikel 6, § 1, VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie es abgeändert worden ist, erwähnten Angelegenheiten gehören.

— « Verwaltung » : die Generaldirektion der Lokalen Behörden.

— « Dekret » : das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 23. November 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden.

**KAPITEL II. — Das Dreijahresprogramm**

**Art. 2.** Die in Artikel 3, Absatz 1 des Dekrets erwähnten Investitionen sind :

a) der Bau, die Verbesserung und die außerordentliche Instandhaltung der öffentlichen Wege;

b) das Anlegen und die Ersetzung von Kanalisationen;

c) die Erweiterung öffentlicher Straßenbeleuchtungsnetze;

d) der Bau, die Vergrößerung, der Umbau von Gemeindegebäuden sowie die großen Reparaturen an deren Dächern;

e) der Bau, die Vergrößerung, der Umbau und die großen Reparaturen an unbeweglichen Gütern, die für die laizistischen Tätigkeiten und die Ausübung des Kultus notwendig sind;

f) der Erwerb unbeweglicher Güter, das Grundstück davon ausgenommen, vorausgesetzt, daß dieser Erwerb für die Ausführung der in diesem Artikel 2 erwähnten Arbeiten notwendig ist;

g) der Bau, die Vergrößerung und der Umbau von Gebäuden, die einer Gemeindevereinigung gehören, die ausschließlich öffentlichrechtliche Personen als Mitglieder hat;

h) die für die Ausführung der in diesem Artikel 2 aufgeführten Arbeiten notwendigen Erprobungen.

**Art. 3.** Das Dreijahresprogramm umfaßt :

1. den Beschluß, durch den der Bauherr dieses Programm genehmigt und die Subventionen beantragt;

2. die Auflistung der Investitionen nach Jahrgängen und Wichtigkeitsgrad;

3. für jede Investition, eine Beschreibung des Zustands der örtlichkeiten und der auszuführenden Arbeiten und ein Schätzung der einzelnen Kosten;

4. im Falle, daß der Antragsteller eine Gemeinde oder eine Provinz ist, die Kopie des übermittlungsberichts über den Dreijahresprogrammwurf an die Wasserversorgungsgesellschaft.

**KAPITEL III. — Einreichung der Subventionsanträge**

**Art. 4.** Die zwecks Erhalt von Subventionen eingereichten Investitionsentwürfe müssen die beglaubigte Kopie folgender Unterlagen enthalten :

1. der Beschluß, durch den der Bauherr den Entwurf genehmigt und die Verdingungsweise des Auftrags wählt, dessen Bedingungen festlegt und die Subventionen beantragt;

2. Das Sonderlastenheft, das den Musterlastenheften der Wallonischen Region entspricht, und die Ausführungspläne;

3. der Kostenvoranschlag der Arbeiten, eventuell mit den Kosten der vorherigen Erprobungen;

4. ein Erläuterungsbericht über die Bestimmungsweise der Einzelpreise;

5. der Vertrag zwischen dem Antragsteller und dem Projektautor;

6. die Bescheinigung, durch die nachgewiesen wird, daß der Antragsteller über alle für die Ausführung der Arbeiten notwendigen Grundstücke verfügt;

7. bei Erwerb von Immobilien, ein Auszug aus dem Katasterplan und eine durch den Immobilienerwerb ausschluß oder durch den Einnehmer der Einregistrierung erstellte Abschätzung ihrer Wert, wobei der Preis des Immobiliens und der Preis des Grundstücks unterschieden werden;

8. gegebenenfalls, die durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1984 zur Kodifizierung der für die Wallonische Region geltenden gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften in Sachen Städtebau und Raumordnung und durch Titel I des Regentschaftserlasses vom 11. Februar 1946 über « die Regelung der als gefährlich, gesundheitsschädlich und unbequem eingeordneten Bauten » vorgeschriebenen Genehmigungen.

9. falls der Antragsteller eine Gemeinde oder eine Provinz ist, die Kopie des übermittlungsberichts des genehmigten Dreijahresplans an die betreffende Wasserversorgungsgesellschaft.

KAPITEL IV. — *Berechnung der Subventionen*

**Art. 5.** Für die Berechnung der in Artikel 7 des Dekrets vorgesehenen Subvention ist der zu berücksichtigende Betrag derjenige, der im Kostenvoranschlag der im Auge gehaltenen Arbeiten festgelegt wird oder, bei Immobilienerwerb, derjenige, der im durch den Immobilienerwerbsausschuß oder den Einnahmer der Einregistrierung erstellten Kostenvoranschlag erwähnt wird. Die Studiekosten und die vom Bauherrn ausgelegten Gemeinkosten werden nicht berücksichtigt.

**Art. 6.** Der Subventionsbetrag entspricht 60 Pzt. des in Artikel 5 festgelegten und auf die oberen Tausend Franken aufgerundeten Betrags.

**Art. 7.** Die Intervention des Europäischen Fonds für die Regionale Wirtschaftsentwicklung ausgenommen, ist jede Intervention, anders als die des Bauherrn, vom Gesamtbetrag der zu bezuschussenden Ausgabe abzuziehen.

KAPITEL V. — *Ausschreibung*

**Art. 8.** Die vollständige Akte über die Zuerteilung des Auftrags enthält eine beglaubigte Abschrift der folgenden Unterlagen :

1. der Beschluß, durch den der Bauherr den Tag der Submissionseröffnung und gegebenenfalls die Auflistung der anzusprechenden Unternehmen festlegt;
2. das Protokoll der Submissionseröffnung;
3. die hinterlegten Submissionen;
4. der durch den Projektautor erstellte Bericht über die Auftragserteilung;
5. der begründete Beschluß, durch den der Bauherr den Ersteher bezeichnet.

KAPITEL VI. — *Ausführung der Arbeiten, Kontrolle und Zahlung*

**Art. 9.** Die Exekutive kann die Verwendung der gewährten Subventionen kontrollieren lassen.

**Art. 10.** Der Subventionsbetrag errechnet sich auf einer pauschalen Grundlage.

Ist die Endabrechnung der bezuschußten Arbeiten, die zusätzlichen vertraglichen Abrechnungen davon ausgenommen, kleiner als diejenige, die für die Berechnung der Subvention berücksichtigt worden ist, so wird sie jedoch auf der Grundlage der tatsächlichen Ausgaben für die besagten Arbeiten überprüft.

**Art. 11.** Werden die Arbeiten im Regiebetrieb ausgeführt, so errechnet sich die Subvention aufgrund der tatsächlichen Ausgabe oder aufgrund des Betrags des genehmigten Kostenvoranschlags, falls die tatsächliche Ausgabe den genehmigten Kostenvoranschlag überschreitet.

**Art. 12.** Bei Immobilienerwerb wird der endgültige Subventionsbetrag aufgrund der Immobilienerwerbsurkunde, von der eine beglaubigte Kopie der Verwaltung übermittelt wird, festgelegt.

Dieser Betrag darf jedoch den Betrag der gemäß Artikel 5 des vorliegenden Erlasses festgelegten Subvention nicht übersteigen.

**Art. 13.** Ein Vorschuß auf den Subventionsbetrag kann gewährt werden, sobald der Betrag der ausgeführten bezuschußten Arbeiten 40 Pzt. des Betrags der bezuschußten Arbeiten erreicht.

Dieser Vorschuß entspricht 90 Pzt. des Subventionsbetrags.

KAPITEL VII. — *Aufhebende Bestimmung*

**Art. 14.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1985 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, ist aufgehoben.

KAPITEL VIII. — *Inkrafttreten und Durchführung*

**Art. 15.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1989 in Kraft.

**Art. 16.** Der in Artikel 1 genannte Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 16. Dezember 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden,  
der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

VERTALING

N. 89 — 217

16 DECEMBER 1988. — **Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van subsidies;

Gelet op advies van de Minister van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de toepassing van het driejarenprogramma in uitvoering van het decreet van 23 november 1988 onmiddellijk moet beginnen opdat de voor het eerste jaar van het driejarenprogramma voorziene investeringen kunnen worden verwezenlijkt;

Op de voordracht van de Minister belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *In het algemeen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « Minister » : de Minister, Lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de in artikel 6, § 1, VIII van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bedoelde materies behoren.

— « Bestuur » : de Algemene Directie voor Lokale Besturen.

— « Decreet » : het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut.

#### HOOFDSTUK II. — *Het driejarenprogramma*

**Art. 2.** De in artikel 3 van het decreet bedoelde investeringen zijn :

a) de bouw, de verbetering en het buitengewone onderhoud van de openbare wegen;

b) de bouw en de vervanging van rioolnetten;

c) de uitbreiding van openbare verlichtingsnetten;

d) de bouw, de uitbreiding, de verbouwing van gemeentebouwen, eveneens de grote herstellingen aan de daken ervan;

e) de bouw, de uitbreiding, de verbouwing en de grote herstellingen van onroerende goederen die voor lekenactiviteiten of voor de uitoefening van de godsdienst nodig zijn;

f) de aankoop van onroerende goederen, met uitzondering van de grond, voor zover die aankoop nodig zou zijn voor de uitvoering van de in artikel 2 van dit besluit bedoelde werken;

g) de bouw, de uitbreiding en de verbouwing van gebouwen toebehorende aan een vereniging van gemeenten waarvan alleen publiekrechtelijke personen leden zijn;

h) de proeven die voor de uitvoering van de in artikel 2 vermelde werken nodig zijn.

**Art. 3.** Het driejarenprogramma omvat :

1. de beslissing waarbij de opdrachtgever dit programma aanneemt en het genot van de subsidies vraagt;

2. de lijst van de per jaar en bij voorrangsorte ingedeelde investeringen;

3. voor iedere investering een inventaris van de plaatsbeschrijving en van de uit te voeren werken alsmede een uitvoerig bestek van de kosten;

4. wanneer de aanvrager een gemeente of een provincie is, een afschrift van het naar de maatschappij voor watervoorziening gestuurde ontwerp van driejarenprogramma.

#### HOOFDSTUK III. — *Indiening van de subsidieaanvragen*

**Art. 4.** De investeringsontwerpen ingediend met het oog op het verkrijgen van een subsidie moeten een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende documenten omvatten :

1. de beslissing waarbij de opdrachtgever het ontwerp aanneemt en waarbij hij de wijze waarop de opdracht wordt gegund kiest, de voorwaarden ervan vaststelt en het genot van de subsidies vraagt;

2. het bijzondere bestek overeenstemmend met het type-bestek van het Waalse Gewest en de uitvoeringsplannen;

3. een kostenraming van de werken die in voorkomend geval de kosten van de voorafgaande proeven omvat;

4. een verklarende opmerking over de wijze waarop de eenheidsprijzen worden vastgesteld;

5. de overeenkomst aangegaan tussen de aanvrager en de ontwerper;

6. het getuigschrift waarbij wordt bewezen dat de aanvrager over alle terreinen beschikt die voor de uitvoering van de werken nodig zijn;

7. in geval van aankoop van gebouwen, een uittreksel van het kadastraal plan en een raming van hun waarde opgemaakt door het Comité voor de Aankoop van Gebouwen of door de ontvanger van de Registratie, waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen enerzijds de kosten van het gebouw en anderzijds de kosten van de grond;

8. in voorkomend geval, de vergunningen vereist door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1984 houdende codificatie van wettelijke en reglementaire bepalingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw en die van toepassing zijn in het Waalse Gewest en door titel I van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 betreffende het stelsel van gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen;

9. wanneer een gemeente of een provincie de aanvrager is, het afschrift van het naar de betrokken maatschappij voor watervoorziening gestuurde goedgekeurde ontwerp van driejarenprogramma.

#### HOOFDSTUK IV. — *Berekening van de subsidies*

**Art. 5.** Voor de berekening van de in artikel 7 van het decreet voorziene subsidie is het bedrag dat in aanmerking genomen moet worden het bedrag van de kostenraming van de aangenomen werken of, in geval van aankoop van gebouwen, het bedrag van de door het Comité voor de Aankoop van Gebouwen of door de ontvanger van de Registratie opgemaakte raming. De door de opdrachtgever gedragen ontwerp- en algemene kosten genieten niet de subsidie.

**Art. 6.** De subsidie bedraagt 60 pct. van het in artikel 5 bepaalde bedrag en wordt naar beneden afgerond op duizend frank.

**Art. 7.** Behalve de tegemoetkoming van het Europese Fonds voor Regionale Economische Ontwikkeling wordt iedere andere tegemoetkoming dan die van de opdrachtgever afgetrokken van het globale bedrag van de te subsidiëren uitgave.

HOOFDSTUK V. — *Aanbesteding*

**Art. 8.** Het volledige dossier betreffende de gunning van de opdracht omvat een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende documenten :

1. de beslissing waarbij de opdrachtgever de dag van de zitting voor de opening van de inschrijvingen en, in voorkomend geval, de lijst van de te raadplegen ondernemingen vaststelt;
2. het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;
3. de ingediende inschrijvingen;
4. het verslag over de gunning van de opdracht, opgemaakt door de ontwerper;
5. de met redenen omklede beslissing waarbij de opdrachtgever de aannemer kiest.

HOOFDSTUK VI. — *Uitvoering van de werken, controle en betaling*

**Art. 9.** De Executieve kan controle uitoefenen op de aanwending van, de toegekende subsidies.

**Art. 10.** Het bedrag van de subsidie is forfaitair. Wanneer echter de slotrekening van de gesubsidieerde werken, met uitsluiting van de contractuele rekeningen, kleiner is dan de berekening gekozen voor de berekening van de subsidie, dan wordt die slotrekening herzien op basis van de werkelijke uitgave voor die werken.

**Art. 11.** Indien die werken in regie worden uitgevoerd, wordt de subsidie berekend op de werkelijke uitgave of op het bedrag van het aangenomen bestek indien de werkelijke uitgave groter is dan het aangenomen bestek.

**Art. 12.** In geval van aankoop van een gebouw wordt het definitief bedrag van de subsidie vastgesteld op basis van de aankoopakte van het goed waarvan een eensluidend afschrift aan het bestuur wordt gericht.

Dit bedrag kan echter het bedrag van de subsidie, bepaald overeenkomstig artikel 5 van dit decreet, niet overschrijden.

**Art. 13.** Een voorschot op het bedrag van de subsidie kan toegekend worden zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken 40 pct. van het bedrag van de gesubsidieerde werken bereikt.

Dit voorschot bedraagt 90 pct. van het bedrag van de subsidie.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 14.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1985 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding en uitvoering*

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

**Art. 16.** De in artikel 1 van dit besluit bedoelde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie en de KMO's,  
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,  
A. COOLS

## AUTRES ARRÊTÉS

## MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

## Auderghem. — Application de l'article 82bis de la loi communale. — Approbation

Un arrêté royal du 16 décembre 1988 approuve la délibération du 4 octobre 1988 par laquelle le collège des bourgmestre et échevins d'Auderghem fixe le mode de passation, le cahier des charges et l'estimation de dépense relatifs à la fourniture de combustibles liquides pour 1989.

## Ganshoren. — Modifications budgétaires n° 2. — Approbation

Un arrêté royal du 26 décembre 1988 approuve les modifications budgétaires n° 2 apportées en séance du 17 novembre 1988, par le conseil communal de Ganshoren au budget ordinaire et extraordinaire de la commune pour l'exercice 1988.

## ANDERE BESLUITEN

## MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

## Oudergem. — Toepassing van artikel 82bis van de gemeentewet. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit van 16 december 1988 is goedgekeurd, de beslissing van 4 oktober 1988 waarbij het college van burgemeester en schepenen van Oudergem, de wijze van gunning, het lastenboek en de onkostenraming met betrekking tot de levering van vloeibare brandstoffen voor het jaar 1989 vaststelt.

## Ganshoren. — Begrotingswijzigingen nr. 2. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit van 26 december 1988 worden de begrotingswijzigingen nr. 2, door de gemeenteraad van Ganshoren in zitting van 17 november 1988 aangebracht in de gewone en buitengewone begroting van de gemeente voor het dienstjaar 1988, goedgekeurd